

Dans le Jura, des aides-soignantes d'une maison de retraite en grève depuis plus de 100 jours



À Foucherans, dans le Jura, une dizaine d'aides-soignantes d'une maison de retraite sont en grève depuis plus de trois mois. Elles dénoncent des conditions de travail qui se dégradent et des cadences infernales liées au manque de personnel.

Elles ont décidé de dire «stop». À Foucherans, petite commune du Jura de 2.000 habitants, une dizaine d'aides-soignantes d'un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes

âgées dépendantes) sont en grève depuis plus de 100 jours. Leur établissement - Les Opalines - compte 22 employés et accueille environ 75 personnes âgées.

Les aides-soignantes dénoncent des conditions de travail qui se dégradent et des cadences infernales liées au manque de personnel. Leur combat a été mis en lumière par <u>une enquête de la journaliste du Monde</u>, Florence Aubenas, qui dénonce au passage «le silence national absolu» autour de cette grève exceptionnellement longue. Mercredi 20 juillet, suite à la parution de l'enquête, le député de la Somme François Ruffin (LFI) était venu défendre la cause des aides-soignantes à l'Assemblée nationale et avait demandé à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, de leur apporter des réponses.

Des cadences intenables

Citée par *LCI*, une des employés grévistes explique: «En quinze minutes, on lève la personne on l'emmène à la salle de bain, on fait la toilette complète, on l'habille on l'installe au petit déjeuner, on distribue les médicaments, on refait le lit, en quinze minutes…». Dans l'enquête de Florence Aubenas, une aide-soignante témoigne en utilisant une formule choc: «On ne les met pas au lit, on les jette».

« On ne les met pas au lit, on les jette »

Une employée de l'EPHAD

Les patients, dont certains payent leur chambre 2.700 euros par mois, constatent également une dégradation des rapports humains. «Pour moi c'est une forme de maltraitance», explique la fille d'un des patients de l'établissement, toujours citée par *LCI*.

Le personnel soignant demande un geste financier et la création de deux postes supplémentaires pour l'établissement, qui compte 22 employés pour 75 personnes âgées. De son côté, la direction de l'établissement estime qu'elle se situe dans un bon ratio et qu'il n'est pas nécessaire de créer de nouveaux postes.

Avec environ 55 professionnels - en prenant en compte les médecins - pour 100 résidents, l'établissement de Foucherans se situe dans la moyenne nationale mais beaucoup estiment que ce n'est pas suffisant. En Allemagne, on dénombre 80 professionnels pour 100 personnes âgées. En Suisse et dans les pays nordiques, le ratio est de 1 pour 1.

Quelle situation pour les EHPAD en France?

En 2015, 592.900 seniors étaient herbergés en EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) dans l'Hexagone.

Les EHPAD sont des maisons de retraite médicalisées qui proposent un accueil en chambre. Elles s'adressent à des personnes âgées de plus de 60 ans qui ont besoin d'aide dans les actes essentiels de la vie - le lever, le coucher, la toilette, les repas - et de soins au quotidien. Ces soins sont effectués par l'équipe soignante de l'EHPAD. Le médecin coordonnateur et son équipe s'occupent également de prendre des rendez-vous avec les spécialistes. Les EHPAD signent une convention avec le conseil départemental et l'ARS (agence régionale de santé) qui leur apportent des financements en contrepartie d'objectifs de qualité de prise en charge. Selon une étude de *Retraite Plus*, le coût moyen mensuel d'un séjour en EHPAD était de 2.553 euros en 2015. Un coût très élevé, inaccessible pour de nombreuses familles, qui ne devrait pas s'alléger. Selon la Fédération hospitalière de France (FHF), une réforme de la

tarification des maisons de retraite, adoptée par le précédent gouvernement, va entraîner à terme une baisse de 200 millions d'euros des dotations annuelles allouées aux maisons de retraite publiques. Une décision qui devrait affecter les 7.000 EHPAD que compte la France.